

Sommet conjoint CEDEAO-CEEAC

"La Déclaration de Lomé" contre le terrorisme et l'extrémisme violent

P.2

Editorial

Chemin tracé

P.3

Triste sort des localités minières au Togo : après Kpémé, Hahotoé, Tabligbo, Bandjéli....

Nayéga, le nouveau souffre-douleur

P.5



P.3

Feuille de route de la CEDEAO

Un pas

qualitatif !

Sommet conjoint CEDEAO-CEEAC

“La Déclaration de Lomé” contre le terrorisme et l’extrémisme violent

C’est un pari osé et gagné pour le Togo qui a abrité, le lundi 30 juillet, le sommet conjoint de la Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) et la Communauté Economique des Etats d’Afrique Centrale (CEEAC). A Lomé, les Chefs d’Etat et de gouvernement des deux espaces communautaires ont réaffirmé, dans un document dit “Déclaration de Lomé”, leurs engagements à unir leurs forces pour une lutte efficace et efficiente contre le terrorisme et l’extrémisme violent en Afrique.

Pour ce coup d’essai devenu un coup de maître, les petits plats étaient mis dans les grands. La crème de la diplomatie africaine était bien présente à Lomé. Au total, une vingtaine de Chefs d’Etat et de Gouvernements d’Afrique occidentale et cen-

trale, sous la houlette de l’organisation mère, l’Union Africaine (UA), ont réfléchi sur la préservation de la paix et surtout, la

lutte contre le terrorisme. Une thématique importante qui retient l’attention du monde entier, et plus particulièrement de l’Afrique.

Bref, c’est un document aux allures de guide renfermant des actions prioritaires à mener par les dirigeants des deux communautés pour aboutir à un cadre de partenariat efficace entre la CEDEAO et la CEEAC. Ceci, afin de constituer un solide bloc dans la lutte contre le terrorisme et l’extrémisme violent.

trale, sous la houlette de l’organisation mère, l’Union Africaine (UA), ont réfléchi sur la préservation de la paix et surtout, la

lutte contre le terrorisme. Une thématique importante qui retient l’attention du monde entier, et plus particulièrement de l’Afrique.



Photo de famille

espaces communautaires, dans leur déclaration finale, ont relevé la nécessité de converger les actions pour une lutte efficace et efficiente en faveur de la paix, la sécurité, la stabilité, la lutte contre le terrorisme et l’extrémisme violent.

Bref, c’est un document aux allures de guide renfermant des actions prioritaires à mener par les dirigeants des deux communautés pour aboutir à un cadre de partenariat efficace entre la CEDEAO et la CEEAC. Ceci, afin de constituer un solide bloc dans la lutte contre le terrorisme et l’extrémisme violent.

Pour ce faire, les Etats

membres, après avoir épilugué sur les grands axes de cette politique et surtout, planché sur le cas du Sahel et le Bassin du Lac Tchad, s’engagent à renforcer leur coopération en vue de mieux faire face aux innombrables défis sécuritaires auxquels font face les deux régions, notamment les rebellions armées, les différentes formes de violences, la piraterie maritime et la persistance des trafics de tout genre. Tout en s’engageant à coopérer pour la paix et la stabilité dans les deux régions, « les Chefs d’Etat mettront en place un mécanisme d’alerte rapide pour les menaces », a par ailleurs précisé le

communiqué. A cet effet, le comité ministériel se réunira chaque année pour veiller à la mise en œuvre scrupuleuse de la Déclaration de Lomé.

Avant de lancer un appel pressant aux Etats membres, à l’Union Africaine, aux Nations Unies, aux partenaires bilatéraux et multilatéraux et à la communauté internationale à plus de soutien dans la mise en œuvre des décisions prises dans la capitale togolaise, les dirigeants d’Afrique centrale et de l’Ouest ont officialisé l’institutionnalisation d’un sommet cyclique entre les deux organisations sous-régionales. A cet effet, N’Djamena, la capitale tchadienne, est choisi pour accueillir, en 2020, le prochain sommet CEDEAO-CEEAC. Ce sommet qui se tiendra tous les deux ans, explique le document, fera le point de la mise en œuvre des engagements contenus dans la Déclaration adoptée à Lomé.

Magloire TEKO

Université de Lomé/réforme de l’enseignement supérieur Le projet « Galilée » sur les fonds baptismaux !

L’auditorium de l’université de Lomé a abrité ce mercredi 1^{er} août le lancement officiel par le ministre de l’Enseignement Supérieur et de la Recherche, Pr Octave Nicoué Boohm, en présence de membres du gouvernement, des partenaires et d’un parterre de personnalités haut en couleur du projet du gouvernement togolais baptisé « un étudiant, un ordinateur ». un concept visant la mise à la disposition de chaque étudiant d’un ordinateur portable doté d’une connexion à prix réduit de 110.000 F CFA.



Pr Nikoué Broohm, remettant un ordinateur à un étudiant bénéficiaire

Le gouvernement togolais vient de démontrer une fois encore sa volonté d’accompagner l’éducation au Togo, à travers le projet « un étudiant, un ordinateur » qui est rentré dans sa phase opérationnelle ce mercredi 1^{er} août. Tout ceci pour faciliter la recherche aux étudiants. Par ailleurs, est bénéficiaire du programme « Galilée » chaque étudiant en règle avec les conditions requises et exigées. « Pour bénéficier du projet il faut être régulièrement ins-

crit à l’université de Kara ou de Lomé et s’inscrire sur la plateforme du projet », confie Dr Venance Palanga, coordonnateur du projet. « Les étudiants accèdent à l’ordinateur avec un service après-vente(SAV) et une garantie sur matériel d’un an à un prix de 110.000 au lieu de 250.000 FCFA environ sur le marché », poursuit-il.

S’agissant des conditions de remboursement, il est établi qu’elles se feront par tranche ou au comptant via le compte du projet

auprès d’Ecobank ou par T-Money. En effet, il est requis de l’étudiant bénéficiaire un dépôt de cinquante mille(50.000) F CFA dès son inscription et du complément de sa participation, soit 60.000 F CFA payables soit au comptant ou sur une durée de douze mensualités, à raison de cinq mille (5.000 F CFA). et le but visé par le gouvernement en initiant ce projet est de réformer l’enseignement supérieur en faisant une place de choix dans les études universitaires à ce qu’on peut appeler « l’e-formation, l’e-recherche et l’e-gouvernance », a dit en substance Professeur Octave Nicoué Broohm. Un projet à saluer par tous quand on sait que le système Licence-Master – Doctorat(LMD) requiert l’implication totale et entière de l’étudiant dans sa propre formation.

Les sponsors à l’instar de Togo-Cellulaire, Ecobank, Orabank, la Poste, Togo Termina, et la délégation, de l’Union Européenne aussi ont eu voix au chapitre quand ils rappellent l’importance que prend cet outil dans la vie universitaire aujourd’hui et renouvellent par conséquent leur volonté de répondre présents dans chaque projet ayant pour finalité l’amélioration et la qualité de l’enseignement au Togo.

Oscar SEKAYA

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

LES PRIX BAISSENT

Les carnets de factures normalisées avec TVA / sans TVA

3.000 FCFA 1 500 FCFA

La planche de vignettes

10.000 FCFA 2 700 FCFA

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

EDITORIAL

Chemin tracé

La date du 31 juillet 2018 ne rentrera pas dans l'histoire politique du Togo. Cette journée, objet d'un grand suspense, est restée une journée comme toutes les autres mais elle invite à beaucoup d'enseignements. Suspendus aux lèvres des présidents de la Cédéao, les Togolais découvrent le chemin tracé pour une sortie pacifique de crise.

Les esprits mal avisés qui, croyaient que le miracle viendrait du syndicat des Chefs d'Etat de la Sous-région, crieront à la déception, ceux avides de sensations fortes chanteront gloire et ceux restés objectifs comprendront la nécessité d'un retour à la case départ. C'est en somme la façon dont les Togolais appréhendent la route Togo tracée sur une feuille par la Cédéao.

Poire coupée en deux ? Match nul ? Statu Quo ? Les qualificatifs divergent et reflètent pour chacun la meilleure caricature selon le côté de la route où l'on se trouve. Seulement le point essentiel qu'il convient de retenir est que les acteurs politiques togolais ne sont pas aussi cons, parce qu'il y a quelques mois, ces différentes propositions qui constituent aujourd'hui la feuille de route des pays de la sous-région au chevet du Togo démocratiquement malade ont été prises en compte. Il restait le consensus, l'intérêt général au-dessus des intérêts partisans qui a fait écrouler comme un château de cartes les moyens que les politiques se donnaient pour sortir politiquement le pays de l'ornière.

Aujourd'hui, la feuille de route de la CEDEAO remet sur le tapis la nécessité pour les acteurs de trouver un consensus au parlement pour passer le projet de loi sur les réformes entreprises au risque de se retrouver à un référendum dont les issues restent incertaines. Tout l'enseignement se résume à ce niveau : ensemble pour mener le navire Togo à bon port. Si les autres pays de la Sous-région nous le conseillent, si à chaque fois que les politiques ont voulu faire passer leur égo avant l'intérêt supérieur de la nation, le Togo a raté l'occasion de laisser derrière lui sa crise, c'est que nous nous sommes écartés du chemin tracé.

C'est le moment pour chaque camp d'apprécier le premier pas sur la route tracée sur une feuille au risque de voir cette feuille emportée par le vent de la violence dont les conséquences n'épargneront aucun Togolais.

Isaac Tonyi

Feuille de route de la CEDEAO

Un pas qualitatif !

Beaucoup de Togolais l'attendaient depuis le 24 avril dernier. Et comme convenu, elle a été rendue publique mardi, au terme de la 53^{ème} Session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, tenue à Lomé. D'un regard objectif et de toute analyse faite, la feuille de route de l'organisation sous-régionale, fruit du travail des deux facilitateurs mandatés, Nana Akufo-Addo du Ghana et Alpha Condé de la Guinée, se révèle un pas qualitatif posé vers une sortie de crise consensuelle et apaisée au Togo.

Avec cette feuille de route tant attendue, les Togolais ont désormais une idée partielle de l'issue de la crise politique aux racines tentaculaires ouverte depuis le 19 août 2017. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), sur la base des réalités politiques togolaises et des propositions des deux parties protagonistes, en ont fait des recommandations conséquentes.

Si la feuille de route requiert l'unanimité sur sa pertinence, le plus grand chantier qui attend les acteurs, contrairement aux tentatives infructueuses de 2014 et 2017, consiste à...s'accorder sur le nouveau projet de loi portant réformes constitutionnelles qui sera très bientôt au parlement pour adoption.

Que retenir de la feuille de route ?

De façon spécifique, on retiendra qu'après dix (10) mois de crise politique, les Togolais iront aux urnes le 20 décembre prochain, pour le compte des législatives, puis composeront, sous peu, avec un scrutin à deux tours et le vote de la diaspora. Aussi, la feuille de route prévoit-elle la révision intégrale du fichier électoral, la recomposition de la Cour Constitutionnelle et la supervision des élections et du fichier électoral par des experts de la CEDEAO. Ceci, avec l'assistance de la Commission de la CEDEAO. Le tout sous le contrôle d'un comité de suivi de la feuille de route qui sera mis en place à cet effet. Mais avant, l'organisation sous-régionale recommande que toutes ces réformes se fassent par voie parlementaire,

à défaut par voie référendaire.

CEDEAO : objectivité et grandeur d'esprit

A défaut de satisfaire un camp au détriment de l'autre, la CEDEAO a agi en toute objectivité en coupant la poire en deux. Ceci, en ce sens que la feuille de route, telle qu'élaborée, a globalement pris en compte, les aspirations aussi bien du pouvoir que de l'opposition. Donc conforme à la volonté d'une majeure partie



Jean Kwassi Brou, Pdt Commission CEDEAO

que la cause principale de la crise politique togolaise est d'origine électorale, à accompagner les acteurs à remettre la démocratie sur de nouveaux rails. Il est donc à espérer désormais, soit une alternance politique au Togo, soit la confirmation avec des élections moins contestées découlant d'un cadre électoral qui fasse moins polémique. Dès lors, il est plus question de stratégie pour les deux camps de savoir poser les jalons en vue de se tailler la part du lion, le moment venu, qu'il s'agira de se prononcer dans les urnes.

Taire les égos...aller à l'essentiel

Si la feuille de route requiert l'unanimité sur sa pertinence, le plus grand chantier qui attend les acteurs, contrairement aux tentatives infructueuses de 2014 et 2017, consiste à faire taire les égos et calculs politiques pour enfin aller à l'essentiel, s'accorder sur le nouveau projet de loi portant réformes constitutionnelles qui sera très bientôt au parlement pour adoption. Un exercice qui ne devra, cette fois-ci, aucunement achopper, au risque de faire le lit au référendum qui coûtera tant en moyens, en temps qu'en énergie au Togo.

Aujourd'hui, seul le Togo s'en sort gagnant. Les lignes bougent. La démocratie togolaise aussi. Et c'est un pas qualitatif franchi par les acteurs, avec l'accompagnement de la CEDEAO. Vivement que se poursuive donc cette dynamique positive en cours en vue de redonner au Togo démocratique, son identité, l'Or de l'Humanité ! Identité acquise par les Aïeux, dans le sacrifice et dans le sang.

Magloire TEKO

Asecna

Le Togo prend la tête du Comité des ministres

Le Togo continue d'élever sa cote au niveau du transport aérien. Après que le chef de l'Etat s'est fait "champion" pour porter le projet du Marché Unique du transport aérien, c'est le tour du Ministre des Transports de prendre les rênes du Comité des Ministres de l'Asecna à l'issue de la 62^{ème} réunion des ministres tenue le 27 juillet dernier à Lomé.

Cette rencontre qui a connu la participation des différents ministres de tutelle des pays membres de l'agence, a permis d'explorer les voies et moyens pour améliorer l'efficacité des systèmes de ladite agence. Le Togo qui succède au Madagascar à la tête du comité des mi-

nistres entend préserver les acquis de l'Agence et traduire dans les faits les grandes décisions de la 62^{ème} session ministérielle. En prélude à cette réunion, l'Asecna a tenu à Lomé la 138^{ème} session de son Conseil d'Administration.

Souignons que l'Asecna a fran-



Ninsao Gnofam, ministre des transports

chi un nouveau palier depuis le 30 avril 2018 avec la certification ISO 9001 version 2015 de l'ensemble de ses activités.

Feuille de route de la Cédéao

Les premières réactions

Quelques heures après la publication de la feuille de route de la Cédéao, certaines réactions de partis politiques, de personnes ressources, d'organisations de la société civile fusent de partout. Chacun à son niveau y va de son commentaire, soit pour apprécier, soit pour discréditer pendant que d'autres restent dubitatifs.



Gerry Taama du Net

« Avec un peu de réalisme et un sens élevé de compromis, la réalisation des réformes préconisées pourra se faire dans le seul intérêt du peuple togolais. Pour le Net, chaque parti doit se garder de tout triomphalisme, car le plus difficile reste à faire, c'est-à-dire travailler ensemble pour faire aboutir les réformes électorales constitutionnelles

et institutionnelles dans l'esprit des recommandations formulées ce 31 juillet 2018 par la Cédéao. »



Charles Kondi Agba, délégué national du Mouvement des Sages d'Unir

« Comme tous les Togolais, nous avons eu le souffle en attente. Voilà des Togolais qui n'arrivent pas à s'entendre. J'apprécie positivement les recommandations faites. Les Chefs d'Etat ont dit la norme et s'il y a

une crise ailleurs, ces décisions doivent pouvoir s'appliquer. Les 62 députés de Unir ont déjà voté des résolutions de ce genre-là. Autrement dit, à Unir, nous étions déjà prêts et nous le sommes toujours. »



Me Raphaël Kpandé Adzaré de Togo debout

« Lorsqu'on est réaliste, on ne peut pas faire un recensement général pour revoir le fichier électoral dans son intégralité et organiser des élections le 20 décembre 2018. Cependant "Togo debout" se réjouit de l'institution d'un comité de suivi. Le gouvernement de transition souhaité par le front a été en quelque sorte remplacé par ce comité. »



Agbéyomé Kodjo, président OBUTS

« Je prends acte des recommandations issues du dernier sommet de la Cedeao et considère que la plupart des revendications du collectif des partis politiques de l'opposition rassemblés dans la C14 ont trouvé des réponses convenables auprès de l'organisation sous-régionale notamment le mode de scrutin à deux tours pour l'élection du président de la République, la limitation du nombre de mandats présidentiels à deux, le vote de la diaspora, la recomposition de la cour constitutionnelle, l'établissement d'une liste électorale fiable et consensuelle qui passe impérativement par un nouveau recensement

électoral et la refonte du cadre électoral. Il s'agit de décisions qui constituent des avancées significatives. J'exhorte le Chef de l'Etat à saisir l'opportunité de cette feuille de route pour prendre des mesures courageuses. »



Gilbert Bawara, ministre de la fonction publique

« Les orientations et la direction préconisées ne consacrent pas la victoire d'un camp contre un autre, le triomphe de certaines positions contre les autres. La vérité est que nous n'aurons jamais dû en arriver là en contribuant les uns et les autres à mutiler notre propre pays et à tourmenter nos concitoyens avec toutes ces violences gratuites, ces exactions et ces dégâts insensés qui ont causé énormément de préjudices et dommages à la cohésion et à l'économie. Laissons maintenant ces moments de discorde derrière nous et travaillons ensemble dans un esprit de fraternité et compréhension mutuelle pour le progrès économique et social de notre pays. »



Bassabi Kagbara, président du PDP

« Le PDP fidèle à ses valeurs démocratiques, prend acte des recommandations formulées par la Cédéao et félicite les facilitateurs Nana Akufo-Ado du

Ghana et Alpha Kondé de la Guinée pour la réussite de leur mission et leur souhait de voir prospérer au Togo, un dialogue inclusif. Le PDP se rejouit que ces recommandations rejoignent largement ses positions et souhaite sa mise en oeuvre rapide. »



Folly Satchivi, coordonnateur du Mouvement "En aucun cas"

« La Cédéao a certes parlé mais elle a péché en proposant unilatéralement une date pour les élections législatives et aussi en ne parlant pas de libération des détenus politiques mais seulement de ceux arrêtés. »



Pierre Marie Affognon, Aumônier National des Cadres Catholiques du Togo

« Je vous supplie au nom de notre peuple écrasé par la misère, n'ayez pas peur de reculer pour mieux sauter. Il est donc urgent pour vous, hommes et femmes politiques de notre pays de prendre vos responsabilités devant Dieu, devant votre conscience et devant le peuple en optant résolument pour une véritable démocratie, source de la paix sociale et du développement holistique. Pensez à l'avenir des familles, des enfants et des jeunes togolais. Soyez courageux et vrais patriotes. N'attendez personne pour rebâtir notre pays. »

FLAMBEAU

Hebdomadaire Togoais d'information, d'investigation, d'analyse et de publicité

des Démocrates

**Ni griot servile,
ni critique
stérile**

Triste sort des localités minières au Togo : après Kpémé, Hahotoé, Tabligbo, Bandjéli....

Nayéga, le nouveau souffre-douleur

Petit village dans la préfecture de Kpendjal communément appelé le 6^{ème} continent pour la misère déshumanisante qui y règne, Nayéga va se démarquer des autres villages de la localité parce que désormais, il se compte parmi les localités minières pour son manganèse dont le permis d'exploitation vient d'être octroyé à la société Australienne Keras Resources. Pendant que l'information fait jubiler, il y a lieu de s'interroger sur le sort réservé à ce petit village situé à 670 km au Nord de la ville de Lomé.

Le Manganèse sera à 17%, 10.000 tonnes seront bientôt exploitées par la compagnie minière Keras Resources qui remporte un jack pot puisque le Manganèse togolais qui sera



Une carrière de phosphate à Hahotoé

Nayéga situé non loin de la Nationale N. 1 qui débouche sur le port Autonome de Lomé est un atout considérable. En somme, c'est un projet prometteur qui suscite une grande interrogation sur le profit que vont tirer les populations de cette localité réputée pauvre mais riche en sous-sol.

Nayéga, la prochaine victime des exploitations minières au Togo ?

La question vaut tout son pesant d'or. Même si l'on annonce 500 emplois directs ou indirects, le développement à terme de la localité, le transfert de technologie, il y a lieu de s'interroger pour la simple raison que Nayéga n'est pas la première

localité qui verra la richesse de son sous-sol exploitée. Le triste sort que vit Kpémé, Hahotoé où sont exploités le phosphate, le calcaire pour Tabligbo et le fer pour Bandjéli chaque jour dépouillé de cette ressource minière, interpelle à juste titre. Ces différentes localités ont tout, sauf l'aspect de cités minières. Elles sont les plus pauvres et pourtant c'est elles qui alimentent les caisses de l'Etat. En plus de transformer les travailleurs en esclaves exposés à tous les dangers, ces localités sont exposées à tous les problèmes environnementaux et de santé. A Tabligbo, les murs des maisons continuent de se lézarder à cause de la pose de la dynamite pour extraire le calcaire, sans

que rien ne soit fait. À Hahotoé et ses environs, c'est des milliers d'hectares de terrains devenus stériles, un paysage parsemé de collines et vallées artificielles, à Bandjéli, c'est l'enfer. Kpémé elle, paie le lourd tribut du lavage du phosphate dans la mer qui intoxique les poissons et cause un manque à gagner pour cette localité côtière dont l'activité principale est la pêche. Les impacts environnementaux sont cruellement négligés pour le malheur des populations, lesquelles en plus de manquer d'infrastructures de base sont hantées par la propagation à grande échelle du VIH Sida que les expatriés et les cadres de ces sociétés d'exploitation installées dans lesdites localités véhiculent au sein d'une jeunesse sexuellement exploitée. Et pour clore cette liste, il faut ajouter les traitements inhumains et dégradants auxquels les travailleurs de ces sociétés d'exploitation sont exposés avec leurs droits bafoués pour le bonheur de ces investisseurs étrangers.

Révélé par la richesse de son sous-sol, Nayéga qui sort la tête du 6^{ème} continent est en passe de rallonger la liste de ces localités minières qui sont loin de jouir de leur bien.

17

Ces différentes localités ont tout, sauf l'aspect de cités minières. Elles sont les plus pauvres et pourtant c'est elles qui alimentent les caisses de l'Etat. En plus de transformer les travailleurs en esclaves exposés à tous les dangers, ces localités sont exposées à tous les problèmes environnementaux et de santé.

soit 92390 hectares de terrain a une épaisseur de 3,3m. estimé à 14 millions de tonnes de ressources totales à une teneur en Manganèse de 13% dont 2millions de tonnes de ressources mesurées exploité à ciel ouvert ne va pas générer de coût de production important, d'où une marge de rentabilité confortable pour l'heureux investisseur. En outre, la position géographique du village de

Mairie de Vogan

Quand pouvoir rime avec magie noire !

Un des derniers hussards du Rpt-Unir dans la préfecture de Vo, ATCHON Kodjo, le Président de la Délégation spéciale de la Commune de Vo allie zèle et pratiques peu orthodoxes à la tête de la municipalité de Vogan. Des écarts de comportement qui mettent, par ricochet, à mal la politique de Faure Gnassingbé à travers ses accointances avec des jeunes aux mœurs douteuses officiant à ses ordres à titre de vigile ou autres dans le compte de la Mairie.

Tout porte à croire que le Président de la Délégation spéciale de la Commune de Vo et en même temps Directeur toujours absent du CEG Vogan ville 1, ATCHON Kodjo, ne veut faire qu'à sa tête au détriment des principes moraux inhérents au pouvoir. En plus de la paralysie frustrante dans laquelle il a plongé le destin du marché de Vogan « Gbéké », eu égard aux règles peu orthodoxes édictées par lui, l'ex-surveillant d'école ayant gravi les échelons à la faveur politique. Ce dernier, serait auteur de moult menaces de mort préférées quand il arrive que le torchon brûle entre lui et certains de ses collaborateurs. En clair l'autorité ayant mauvaise presse auprès de la population semble incompatible avec ce que Rousseau appelle « Contrat social » et l'historique boutade de Barack OBAMA qui soutient que « l'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts, mais d'institutions fortes ». L'inacceptable dans tout ceci, c'est qu'à l'heure où la jeunesse de Vogan, outre les bricolages et autres activités connexes, ne table que sur le marché amputé aujourd'hui de son affluence régulière pour joindre les deux bouts, les enfants dudit président mènent ,eux, la grande vie dans les bars et boîtes de nuit de la capitale togolaise. Une chose qui révèle une fois encore l'injustice



ATCHON Kodjo, Pdt de la Délégation spéciale de la Commune de Vo

qui règne dans le pays où la voracité fait bon ménage avec le cumul de postes.

Il nous en souvient par ailleurs qu' en 2016, le Président national du NID s'est vu agressé lors d'un meeting de protestation au quartier Adjregu contre les nouvelles mesures prises par l'autorité accordant carte blanche à la

double vente de tickets au marché de Vogan par les Gros Bras de Monsieur ATCHON Kodjo reconnus auteurs de voix de fait commis sur la personne de M. Sassouvi Dossèh-Anyron . L'inconcevable vient de ceci que jusqu'à ce jour, aucun de ces jeunes indécents, ni les comanditaires de ces actes in-

humains, dégradants et répréhensibles n'ont été traduits devant aucune juridiction de la République.

Autant dire que la ville de Vogan des années 90, comme l'affirme il y a de cela un an sur une radio privée Pasteur Edoh Komi, est meilleure que celle d'aujourd'hui.

L'urgence des élections municipales.

Le gouvernement togolais doit faire diligence dans l'organisation des différentes consultations électorales et surtout des municipales. Ceci, en vue de descendre de leur piédestal, ces oiseaux de mauvais augures qui plastronnent et infestent les institutions de la République. Ce qui se passe actuellement à Vogan mérite une attention particulière, au risque de laisser perdurer, pour des jours encore, les populations déjà réduites à la besace.

Oscar SEKAYA

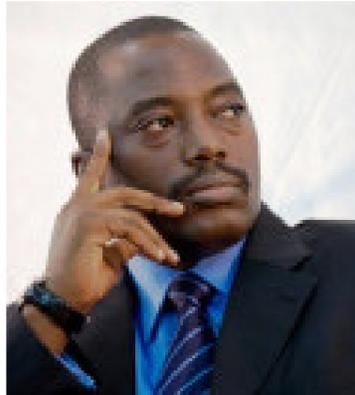
RDC/ Présidentielle du 23 décembre prochain

Kabila cherche successeur, l'opposition en ordre de bataille !

Ira ou n'ira pas ? Finalement, le Président congolais, Joseph Kabila aura choisi ne plus se présenter à la présidentielle du 23 décembre prochain, conformément aux prescriptions de la Constitution du pays. Dès lors, s'ouvre la course à la succession de l'homme qui aura gouverné, depuis 17 ans, la République Démocratique du Congo (RDC). En attendant que le nom de son dauphin ne soit connu, l'opposition, loin de jouer à l'attendiste, met les bouchées doubles.

Après deux (02) ans de prolongation, Joseph Kabila va devoir passer la main. Le Président de la République Démocratique du Congo (RDC) dont le mandat transitoire tire à sa fin

D'ores et déjà, des noms se bousculent aux portillons. Aux rangs de ces noms qui reviennent avec insistance, figure en première place, celui du Président de l'Assemblée



Le PR sortant Joseph Kabila et les deux opposants Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi

dent congolais. Si ces trois noms émergent du lot, celui d'Antoine Gizenga, vieux briscard de 92 ans et chef du Parti lumumbiste unifié (Palu), n'est pour autant pas à écarter, puisqu'il aurait reçu l'accord de principe de Joseph Kabila lors d'une rencontre privée en mars dernier, sur le sujet.

Tout compte fait, toutes les analyses s'accordent à dire que l'élément capital qui fera pencher la balance en faveur d'un ou l'autre sera bien évidemment la loyauté, au regard des cas fâcheux de Vital Kaméré et surtout de Moïse Katumbi qui ont fait défection au parti présidentiel. Conformément au calendrier électoral actuellement en vigueur, le nom du prochain candidat de la

majorité présidentielle devrait être connu avant fin juillet. Mais pour l'heure, l'oiseau rare se fait toujours attendre, le temps de boucler les concertations et conclaves devant faire apparaître la fumée blanche.

Mais en attendant, l'opposition, elle, se met en ordre de bataille. Après onze années passées à la haie, l'ancien Vice-Président et Sénateur et Président du MLC, Jean-Pierre Bemba a effectué, hier mercredi, son grand retour à Kinsasha. Ceci, dans l'optique de la présentation de sa candidature dans les tout prochains jours. Pompeusement accueilli par une foule en liesse, celui qui venait d'être acquitté par la Cour Pénale Interna-

tionale (CPI) sera l'un des sérieux prétendants à la magistrature suprême. Il sera probablement suivi par l'ex-Gouverneur de la Province de Katanga, Moïse Katumbi dont le retour au pays est annoncé pour demain, à en croire le Secrétaire général de la plateforme électorale « Ensemble pour le Changement » dont il sera le porte-étendard.

Pour l'heure, les regards sont désormais tournés vers la Commission Electorale qui a prévu clôturer le dépôt des dossiers de candidatures le 8 août. Mercredi prochain donc. Et d'ici là, beaucoup de choses peuvent bien se passer.

Jaurès KINVI

l'élément capital qui fera pencher la balance en faveur d'un ou l'autre sera bien évidemment la loyauté, au regard des cas fâcheux de Vital Kaméré et surtout de Moïse Katumbi qui ont fait défection au parti présidentiel.

en décembre prochain, après plusieurs mois de suspense, a fait savoir enfin sa position. Le 19 août dernier, Joseph Kabila a affirmé qu'il respectera la Constitution, sans toutefois préciser s'il compte se retirer ou non. Mais les jours suivants auront permis à ce dernier d'opter pour un dauphin.

Nationale, Aubin Minaku Ndjalandjoko qui se présente comme le dauphin naturel de Joseph Kabila. Par ailleurs, l'ex-Premier ministre Adolphe Muzito et le Secrétaire permanent du parti PPRD, Wolf Kimasa, sont aussi de sérieux prétendants dans cette course à la succession du Prési-

Présidentielle au Mali

Attente et suspense avant les résultats

Dimanche 29 juillet dernier, les Maliens étaient aux urnes pour le premier tour de la présidentielle qui a mis aux prises, 24 candidats. Quatre jours après, le ministère de l'Administration poursuit toujours les opérations de centralisation des résultats qui devront être connus au plus tard demain vendredi. Mais en attendant, le suspense reste grand et entier.

Cheick Modibo Diarra, Modibo Sidibe ou encore Soumaila Cissé. Voilà deux des favoris qui tiendront, dans les rangs de l'opposition, tête au président sortant Ibrahim Boubakar Keita (IBK). Toutefois, dans un monde où la parité fait son ancrage dans les politiques de développement, l'on comptera avec

la seule femme en lice, Djénéba Ndiaye qui a fait du slogan « Les hommes ont échoué. Votez cette fois-ci pour une femme ! ».

Pendant ce temps, l'impatience prend place dans les différents QG où chacun se livre à une guerre d'influence. Déjà hier, lors d'une conférence de presse, 18 candidats dont



Les principaux candidats

Soumaila Cissé ont dénoncé des irrégularités du scrutin et annoncé d'ores et déjà le rejet des résultats qui ne devront plus tarder. Somme toute, une méthode de pression sur le gouvernement qui, par l'entremise du ministère de l'Administration Territoriale, continue les compilations des résultats. En réplique, le camp IBK annonce que son candidat serait largement en tête des résultats.

La mission d'obser-

vation de l'Union Européenne (UE) salue, non seulement la bonne tenue du scrutin, mais aussi et surtout l'engagement et la disponibilité du Mali en faveur de la réussite de cette élection qu'elle qualifie de « porteuse d'espoir pour la Sahel et l'Afrique ».

Pour rappel, hormis quelques incidents notés dans certaines communes du Nord et du Centre du pays, les 8,5 millions d'électeurs ont pu globale-

ment exercer leur droit de vote dans le calme et sans incidents majeurs. La sécurité est assurée par plus de 30.000 hommes issus de l'Armée malienne, appuyés par la Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA), avec une forte présence des missions d'observations dont celles de l'Union Africaine conduite par les anciens Présidents béninois, Thomas Yayi Boni et burundais Pierre Buyoya.

MT

La mission d'observation de l'Union Européenne (UE) salue, non seulement la bonne tenue du scrutin, mais aussi et surtout l'engagement et la disponibilité du Mali en faveur de la réussite de cette élection qu'elle qualifie de « porteuse d'espoir pour la Sahel et l'Afrique ».

Fête des Retrouvailles

Les communautés du Grand Lomé célèbrent "DUNENYOZAN" Edition 2

Cette année 2018 marque la deuxième édition de la fête des retrouvailles des communautés du Grand Lomé, "DUNENYOZAN". L'information ainsi que le chronogramme des festivités ont été dévoilés, le samedi 28 juillet dernier à Lomé, à travers une cérémonie de lancement officiel.

C'est dans une salle archicomble d'un hôtel de la place que l'information a été rendue publique par le Comité d'Organisation. "DUNENYOZAN", cette fête des retrouvailles des com-

munités du Grand Lomé, restons solidaires pour le développement intégral de la cité ».

A en croire le comité d'organisation présidé par l'an-



Table d'honneur

cultures et traditions, de les valoriser et de les promouvoir dans un but de développement intégral. C'est également et surtout, un cadre de retrouvailles et de réflexions pour ces derniers qui partagent les mêmes réalités socio-culturelles.

Pour l'édition de cette année, d'importantes innovations sont introduites dans le programme. Parmi elles, une foire d'exposition et de vente prévue

du 10 au 19 août au Lycée d'Adidogome, le site retenu pour cette deuxième édition, une opération de mise en terre des plants le samedi 11 août, une opération de développement de plaque au Carrefour Segbé-Route de Kpalimé, désormais baptisé « Carrefour DUNENYOZAN ».

Outre les danses traditionnelles et autres activités exhibant la diversité culturelle dont regorgent les trois communa-

tés, il est également prévu, plusieurs projets d'ordre social, notamment la construction des ouvrages sanitaires aux élèves et enseignants du Lycée Moderne d'Adidogome 2, laquelle se fera parallèlement avec la réhabilitation du mur de la clôture du Centre Médico-Social d'Adidogome, puis des activités sportives dont la finale de la Coupe Dunenyozan qui se jouera sur le stade d'Agoènyive.

Soulignons que la cérémonie de lancement de cette deuxième édition de DUNENYOZAN s'est déroulée en présence d'une foule immense et diversifiée composée essentiellement de plusieurs personnes dont des chefs traditionnels et autres dignitaires des trois communautés, des cadres natifs, des groupes folkloriques et la presse.

Jaurès KINVI

cette fête des retrouvailles a pour but de permettre aux natifs du Grand Lomé de se réapproprier leurs cultures et traditions, de les valoriser et de les promouvoir

munautés Aflao, Bè, Agoènyiveh étendues à la communauté Anlon qui est à sa deuxième édition, cette année, se tiendra du 10 au 20 août prochain, autour du

ancien ministre Elom Dadzie, l'institution, il y a deux ans, de cette fête des retrouvailles a pour but de permettre aux natifs du Grand Lomé de se réapproprier leurs

Saison 2018-2019

La D3 une redécouverte

La Fédération Togolaise de Football après le faux pas de la saison passée, conséquence de la supposée affaire de match truqué entre Gbikinti de Bassar et Maranatha de Fiokpo se reprend en se préparant déjà pour les prochaines échéances.

Ainsi, la nouvelle



Col Guy Akpovy, Pdt du Comex de la FTF

lancée avec la super coupe qui oppose le champion en titre au vainqueur de la coupe du Togo. Koroki de Tchamba et Gomido de Kpalimé se donnent donc rendez-vous pour ce lancement de la saison qui s'annonce comme un remake de la finale de la coupe de l'indépendance. A noter que la D1 va se jouer avec 14 clubs, la compétition prendra fin le 20 mai 2019 tandis que le championnat de D2 va se dérouler en deux zones de 10 équipes et prend fin le 21 avril 2019.

Del Jo

Amélioration de l'Inclusion financière au Togo

La microfinance participe à la dynamique



Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances

Le rapport de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) sur les activités de microfinance dans l'espace Uemoa place le Togo sur une bonne dynamique. Selon ce rapport qui s'étend à la date du 31 mars 2018, les dépôts collectés par les systèmes financiers décentralisés sont estimés à 1248,7 milliards de frs CFA fin mars contre 1166,6 milliards de frs CFA un an auparavant. La progression est de 7%. La hausse de ces chiffres reflète la performance constatée dans les différents pays de la zone. Selon le même document, l'encours des dépôts avoisinerait les 200 milliards de frs CFA pour le Togo, soit près du double du volume du Bénin et plus de trois fois l'encours du Mali. Le Togo se classe

ainsi au 4^{ème} rang derrière le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. S'agissant de l'encours des crédits octroyés, on observe une hausse de plus de 10% au Togo. Sur le plan de l'évolution de l'encours des crédits par pays, le Togo se classe 4^{ème} en ballottage favorable avec le Bénin. La fausse note pour le Togo c'est le volume de crédits octroyés dont le remboursement en cours qui a baissé par rapport à décembre 2017. Ce volume est désormais de l'ordre de 150 milliards de frs cfa.

Bien que la microfinance soit source de nombreux problèmes, elle occupe une position stratégique au Togo et participe à l'amélioration de l'inclusion financière, cheval de bataille du gouvernement togolais.

IT

FLAMBEAU
 Hebdomadaire Togolais d'information, d'investigation, d'analyse et de publicité
 des Démocrates

Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC
 Siège social : Bd du 13 Janvier,
 Nyékonakpoè 06 BP. 60364 Lomé
 Tél. (+228) 26 70 04 96
 e-mail : Loiclate@gmail.com
 Maison de la Presse Casier N°72

Directeur de Publication
 Loïc LAWSON
 (90 34 63 25)

Directeur de la Rédaction
 AGBESSI T. Isaac. (90 20 36 51)

Rédacteur en chef
 Magloire TEKO (91 44 38 79)

Rédacteurs
 Loïc las
 Del-Jo
 Magloire Téko
 Isaac Tonyi

Correcteurs
 Edgar K. DJISSENOU
 Edson Dogbè

Stagiaire
 Oscar Sékaya

PAO
 Geodecom (22 48 00 32 / 92 63 85 58)

Imprimerie : St Louis
Tirage : 3000 exemplaires

FLAMBEAU
 Hebdomadaire Togolais d'information, d'investigation, d'analyse et de publicité
 des Démocrates

Nous sommes journalistes

TOUS À L'ÉCOLE

le prêt pour payer l'école de vos enfants



**BOA accompagne
la scolarité
de vos enfants**

www.boatogo.com



BANK OF AFRICA

Groupe BMCE BANK

